



En mai 1968, le sol de l'université de Nanterre est jonché de tracts et documents imprimés par l'Union nationale des étudiants de France (Unef) durant les mois précédents. Appels à la paix au Vietnam, hagiographie de Mao, conférence sur la sexologie... Un bouillonnement annonciateur des bouleversements à venir.

FRANCE LES RACINES DE



Le crise de mai a été précédée d'une multitude de signes qui annonçaient une profonde mutation de la société. Imperceptibles sur le moment, ils expliquent que le 68 français a été plus brutal qu'ailleurs.

Quand l'amour s'en va, adieu, tout est fini / Da dou ron ron ron, da dou ron ron...» Ce soir du samedi 22 juin 1963, Johnny Hallyday reprend devant un public en transe sa chanson déjà culte. Sur une scène installée en plein air, place de la Nation, à Paris, «l'idole des jeunes» enchaîne avec *Douces filles de seize ans*, *Les Bras en croix* et *Dis-moi oui*. Avant lui, Sylvie Vartan, Richard Anthony, Frank Alamo, Les Chats Sauvages et Les Chaussettes Noires ont, eux aussi, chanté leurs tubes dans une ambiance électrique. Venu en masse de toute la région parisienne pour ce concert gratuit, le public, principalement composé d'adolescents, nage en plein bonheur. Ils sont plus de 200 000 à communier, agglutinés sur le macadam du cours de Vincennes, juchés sur des voitures, hissés sur les auvents des immeubles ou perchés en grappe dans les arbres environnants... Dans le «cher et vieux pays» du général de Gaulle, c'est du jamais-vu.

La surprise est d'autant plus grande que ce déferlement ne répond ni à un mot d'ordre du pouvoir en place ni à celui de son principal opposant communiste, mais à une invitation lancée quelques jours auparavant par le magazine *Salut les copains* à l'occasion de son premier anniversaire. Persuadée que quelques milliers de teen-agers à peine seront de la fête, la préfecture n'a prévu qu'un léger service d'ordre. Erreur : la police est débordée, incapable de faire face aux quelques incidents qui surviennent. ●●●

Gerard-Alme/Gamma-Rapho via Getty Images

FRANCE

MUSIQUE

Et Johnny alluma le feu à la Nation

Le 22 juin 1963, à Paris, 200 000 jeunes acclament Johnny Hallyday lors d'un concert gratuit donné place de la Nation à l'occasion du premier anniversaire du magazine *Salut les copains*. Les forces de l'ordre sont débordées. Deux semaines plus tard, le sociologue Edgar Morin prophétise la révolution du baby-boom et la naissance d'une nouvelle génération, celle des «yéyé».



Gamma-Rapho/Reporters Associés (Gamma)/E-papyrus

AVIDE DE ROCK ET DE RÉUSSITE, LA JEUNESSE

●●● Comme la plupart des représentants des pouvoirs publics, les collaborateurs du préfet de police de Paris, Maurice Papon, tous nés au lendemain de la Première Guerre mondiale, ne perçoivent pas les profondes mutations sociétales à l'œuvre, pas plus qu'ils ne discernent les signaux montrant que les jeunes issus du baby-boom (plus de 33 % de la population) constituent désormais un corps social à part entière. Ils ignorent sans doute que, depuis son lancement en 1959, l'émission *Salut les copains*, diffusée tous les après-midi sur les ondes d'Europe 1, est le rendez-vous incontournable des 15-20 ans. Et que la revue du même nom a franchi le million d'exemplaires vendus chaque mois. Biberonnés à un taux de croissance annuel de plus de 5 %, ces baby-boomers, dont le pouvoir d'achat est en hausse, consomment à volonté. A mille lieues des comportements de leurs parents qui ont connu les privations, ils se ruent sur les vêtements multicolores, les transistors, les guitares électriques et les disques. De janvier à juin 1963, les 45-tours «yéyé» s'arrachent à plus de 5 millions d'exemplaires.

Dans une France à peine sortie de la guerre d'Algérie, l'irruption tonitruante de la jeunesse sur la place de la Nation

déclenche une vague de stupéfaction et de panique. Le pays, bercé par les sages ritournelles des Compagnons de la Chanson et de Sacha Distel, découvre, médusé et horrifié, que le mode de vie et les aspirations de ceux qui sont venus au monde dans l'immédiat après-guerre sont radicalement différents des siens. *Le Figaro* donne l'alerte et prévient ses lecteurs que le concert de la Nation est «l'avant-goût ou la générale d'une émeute» de la jeunesse. Prémonitoire ? «La Nation a révélé, sous l'apparence d'une fête gentille, l'apparition d'une contestation, même si c'est Mai 68 qui va exprimer l'aspiration de l'adolescence à plus d'autonomie et plus de communauté», se souvient le sociologue Edgar Morin (cité par Christophe Quillien dans *Nos années Salut les copains*, éd. Flammarion, 2009).

La liberté sexuelle a été capitale dans le déclenchement de la contestation

Au milieu de cette décennie soixante, la jeunesse n'est pas seulement avide de loisirs, mais aussi de promotion sociale. Les nouveaux bacheliers – leur nombre est passé de 59 000 en 1960 à 133 000 en 1967 – s'engouffrent en masse dans les universités, dont les effectifs

exploisent. A la rentrée 1960, ils sont 215 000 à prendre le chemin de la fac. En 1963, ils sont plus de 326 000. Et, en novembre 1967, leur nombre avoisine le demi-million. Les effets de cet afflux se font sentir, tant à Paris qu'en province. Partout, les vieux amphithéâtres sont bondés. Ainsi, la fac de lettres de Montpellier, d'une capacité de 600 places, compte 4 000 inscrits. Les étudiants suivent les cours assis dans les travées ou dans les couloirs. Certains doyens en sont réduits à louer des locaux à l'extérieur ou à jongler avec les horaires. A la fac de sciences de Toulouse, les séances de travaux pratiques se déroulent de... 21 heures à minuit. Alors que la croissance est au beau fixe, le pays manque de lieux et d'enseignants pour former ses cadres. Le pouvoir, qui a mal anticipé les choses, se décide à construire des locaux à la hâte. A Nanterre, de lugubres bâtiments sortent de terre au milieu d'un immense bidonville. A Toulouse comme à Bordeaux, des campus sont érigés très loin du centre-ville où les étudiants ont le sentiment de croupir. Ce profond malaise est attisé par l'entrée en vigueur, en 1967, de la réforme Fouchet. Les opposants au texte du ministre de l'Éducation nationale, qui instaure la sélection à la



Kegstone France/Gamma-Rapho

POLITIQUE

Quand Mitterrand bouscule de Gaulle

Le 5 décembre 1965, Charles de Gaulle est mis en ballottage (avec 44,6 %) par le représentant de la gauche, François Mitterrand (31,7 %), 49 ans, lors des premières élections présidentielles de la Ve République au suffrage universel direct. Le vieux général l'emporte au second tour avec 55,2 % des voix. Mais les Français se disent qu'une alternance est désormais possible.

N'EN PEUT PLUS D'ATTENDRE SON TOUR

fin du premier cycle, redoutent de devoir se plier aux desiderata du monde économique. Dans le sillage du philosophe marxiste Louis Althusser, ils voient dans l'université une institution oppressive où les « mandarins » font régner un ordre hiérarchique intolérable.

La vie quotidienne dans les résidences universitaires paraît vite insupportable aux étudiants. Ceux d'Antony sont les premiers à réclamer, dès 1962, la liberté de circulation et l'égalité des droits entre garçons et filles. Les étudiants de plus de 21 ans (alors l'âge de la majorité) peuvent aller et venir sans entraves, mais les étudiantes – mêmes majeures – ne sont pas autorisées à sortir de leur chambre après 23 heures, et encore moins à y recevoir des garçons. Chaque cité U est dotée d'un concierge chargé de veiller au strict respect du règlement. Le combat contre cet usage qui apparaît d'un autre temps ne va cesser de prendre de l'ampleur. Il revient sur le devant de la scène à Nanterre où le professeur de sociologie Henri Lefebvre inaugure en 1966 son cours « Sexualité et société ». Le 21 mars 1967, le hall du bloc des filles est envahi. A la rentrée suivante, le mouvement reprend et fait tache d'huile. Cette fois, ce sont les étudiantes qui sont

à la manœuvre et occupent le bâtiment des garçons à Grenoble et Aix-en-Provence. Sur un mur du campus bordelais, un graffiti résume un sentiment alors largement partagé : « Cité + règlement intérieur = cloître. » « La revendication de la liberté sexuelle a été déterminante dans la cristallisation et le déclenchement de la contestation, même si elle passe au second plan après le 22 mars 1968 », insiste l'historienne Michelle Zancarini-Fournel, coauteure de 68, *une histoire collective (1962-1981)* paru chez La Découverte en 2008.

Les gauchistes dénoncent les excès de la société de consommation

C'est aussi des universités que part, en mai 1965, le mouvement contre l'intervention américaine au Vietnam. Le pays se couvre de comités de lutte. Les lycées parisiens (Turgot, Henri-IV, Condorcet et Voltaire) deviennent aussi des épicentres de la contestation. Les multiples manifestations contre la guerre sont autant de terrains d'expérimentation où la jeunesse se familiarise avec l'engagement politique et la confrontation violente avec la police. A la différence de leurs aînés, les nouveaux contestataires ne se limitent plus à

scander des slogans, ils les inscrivent sur les murs et mettent la rue en scène, affublant les statues de drapeaux et d'affiches. Le Parti communiste français (PCF) est frappé de plein fouet par le chamboulement des comportements. En 1966, il est dépossédé du monopole de la contestation antiaméricaine par plusieurs militants tout juste exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC). Ces trotskistes (Alain Krivine, Henri Weber, Bernard Kouchner...) se retrouvent au sein de multiples groupuscules comme les Jeunesses communistes révolutionnaires ou l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes. Les yeux tournés vers Cuba et la Chine, ces gauchistes se réclament, pour les uns de Castro ou Guevara, et pour les autres de Mao. Tous dénoncent la bureaucratie soviétique, mais aussi les excès de la société de consommation et l'argent roi dans la France des Trente Glorieuses. Le nombre de ces militants ultrapolitisés, pétris des écrits du philosophe Herbert Marcuse – il accuse le progrès technique de réduire l'homme à l'esclavage – ne dépasse toutefois pas 15 000 membres, mais leur activisme et leur influence sont sans commune mesure. Le cinéaste Jean-Luc Godard ●●●

FRANCE

CINÉMA

Manifeste culturel avec *La Chinoise*

À l'automne 1967, le dernier long-métrage de Jean-Luc Godard, *La Chinoise*, remporte un étonnant succès dans les salles parisiennes. Anne Wiazemsky, Jean-Pierre L aud et Juliet Berto (de g. à dr. sur la photo) tentent d'appliquer les préceptes de Mao. C'est une jeunesse impatiente d'en découvrir avec l'ordre bourgeois que dépeint le cinéaste.



Collection Kharbine-Tapabor

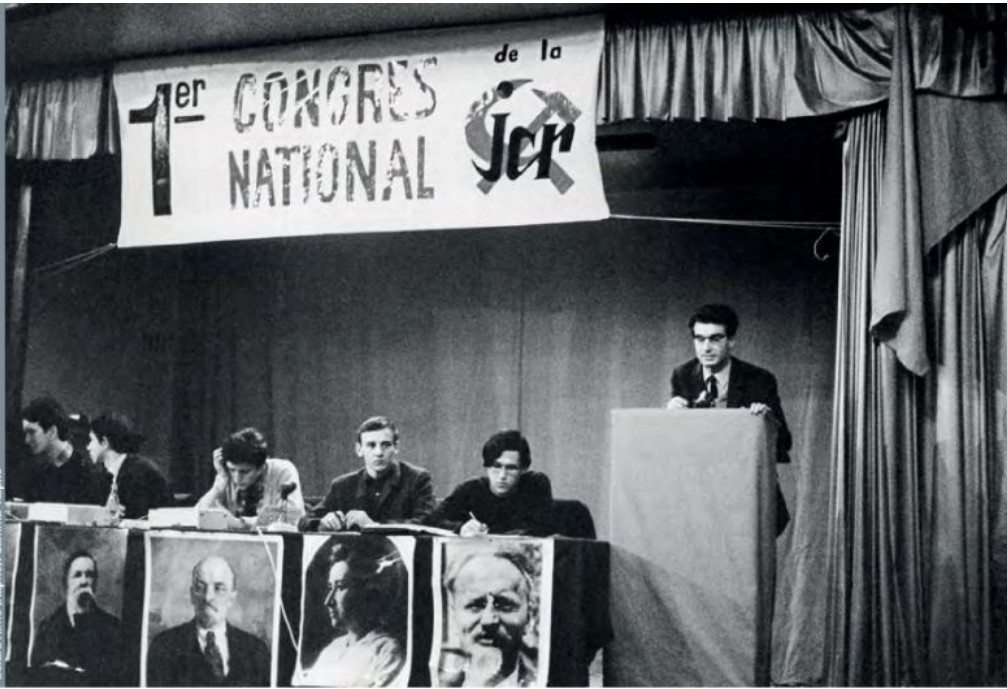
LA VOIX DE SON MAÎTRE ? TÉLÉ ET RADIOS SONT

1967, année de la répétition générale ?

Cette année-là, la France connaît son agitation sociale la plus intense depuis la grande grève des mineurs de 1963. Tout au long des mois qui précédent la crise de Mai 68, de nombreux conflits sociaux éclatent à travers tout le pays.   Bordeaux, en février 1967, les ateliers de l'avionneur Dassault sont occupés par les ouvriers en grève. Le scénario est identique aux usines textiles Rhodiac ta de Besançon et Vénissieux. Au tout début de 1968, près de 3 000 ouvriers spécialisés (OS) des chaînes de montage des camions Saviem cessent le travail à Caen. Les revendications sont à chaque fois identiques : baisse des cadences et hausse des rémunérations. Dans un pays où l'économie se porte bien, le blocage des salaires est de plus en plus mal vécu. Les syndicats sont régulièrement débordés par la base, notamment les plus jeunes. Ainsi, les défilés sont  maill s de très graves affrontements. Les jets de boulons, caillassages et bagarres deviennent monnaie courante. La hiérarchie policière s'inquiète de cette agressivité, d'autant que les paysans, eux aussi, entrent en rébellion. Avec ou

sans l'accord de la FNSEA, ils dénoncent l'ouverture des frontières européennes à la viande étrangère. Le 2 octobre 1967, 20 000 paysans descendent alors dans les rues de Quimper. Certains brandissent des portraits de Che Guevara, d'autres des gourdins. La manifestation tourne à la jacquerie. Bilan de cette journée : 100 blessés chez les agriculteurs, et 179 parmi les forces de l'ordre. Au Mans, au même moment, 6 000 exploitants surexcités assaillent la préfecture. Quelques jours plus tard, des ouvriers de l'industrie prennent le relais.   la fin du mois, des éleveurs érigent des barricades et brûlent des véhicules. Dans un rapport au ministre de l'Intérieur, le préfet de la Sarthe, Tony Roche, s'alarme. Cet ancien patron du contre-espionnage n'y va pas par quatre chemins : il s'agit, selon lui, de la « répétition pour un grand soir ». Un élément aussi nouveau qu'inexpliqué n'échappe pas aux observateurs.   plusieurs reprises, des étudiants sont venus prêter main-forte aux ouvriers et aux paysans. Une présence qui s'accroît au fil des manifestations. En janvier 1968, à Caen, des étudiants défilent encore aux côtés des OS. Et le 11 mars 1968, à Redon, des lycéens aident les agriculteurs à bloquer une voie ferrée. Onze jours plus tard, les étudiants qui, en occupant l'administration de la faculté de Nanterre, donneront naissance au Mouvement du 22 mars, ne manqueront pas de saluer cette convergence des luttes.

J.-J. A



Gerard Alme (Rapho)/Gamma-Rapho

IDÉOLOGIE

Vers une révolution mondiale ?

Le 27 mars 1967, Alain Krivine (à la tribune avec, à sa dr., Daniel Bensaïd), s'adresse aux militants des Jeunesses communistes révolutionnaires. Le modèle des jeunes trotskistes n'est plus la bureaucratie soviétique, mais la révolution anticoloniale du Vietnam ou de Cuba. Le parti communiste s'inquiète de l'émergence de ces «gauchistes».

VERROUILLÉES PAR LE POUVOIR GAULLISTE

●●● le devine et leur consacre un film. Son treizième long-métrage, *La Chi-noise*, qui sort dans les salles en septembre 1967, draine en quelques jours 100 000 Parisiens. Un joli score.

Si ces mouvements qui secouent l'université et s'opposent à l'ordre établi sont largement évoqués par la presse écrite, ils sont en revanche bien souvent dissimulés par la télévision et la radio soumises aux instructions du ministre de l'Information. Le pouvoir gaulliste considère, en effet, que les médias de service public doivent être la voix du gouvernement. Les reportages sont donc soumis avant leur diffusion aux hommes du ministre de l'époque, Alain Peyrefitte, qui, chaque matin, donne directement ses consignes aux responsables des chaînes et des stations. Et gare aux journalistes pas assez dociles : ils sont mis au placard ou purement limogés. Avant même de jaillir au cœur de la crise de Mai 68, les questions touchant à l'audiovisuel et à la liberté d'expression s'imposent peu à peu dans le débat public. Les premiers soubresauts se font sentir dès 1963 : les Français estiment alors à 82 % que le journal télévisé est «trop orienté par le gouvernement» (cité dans *Histoire des médias*, de Fabrice d'Almeida et

Christian Delporte, Flammarion, 2010). Dans son pamphlet *Le Coup d'Etat permanent*, paru à la veille de l'élection présidentielle de décembre 1965, François Mitterrand dénonce «l'emploi à dose fascisante de la radiotélévision». Grâce au puissant verrouillage de l'audiovisuel qui prive l'opposition de toute visibilité, le scrutin présidentiel s'annonce comme une promenade de santé pour le président sortant. Alors qu'il n'a pas encore fait acte de candidature, le général de Gaulle est crédité, début novembre 1965, de 66 % des intentions de vote. Le fondateur de la V^e République est si confiant qu'il renonce à utiliser son temps de parole à la télévision.

Aux législatives de mars 1967, la majorité sortante frôle le désastre

Le résultat du premier tour est un coup de tonnerre : malgré son prestige et sa stature de figure historique, il est mis en ballottage par Mitterrand, candidat de la gauche et homme de la IV^e République. De Gaulle l'emporte au second tour, mais la fracture avec le pays est béante. «Les électeurs lui ont signifié leur mécontentement d'une politique économique et sociale qui ne répond pas à leurs vœux ou d'un style de gouvernement hautain

qui ne correspond pas à la conception qu'ils se font de la démocratie», analyse ainsi Serge Bernstein dans *La France de l'expansion* (éd. Seuil, 1989).

Le général n'en a pas fini avec les déconvenues. Les législatives de mars 1967 sonnent le glas de son pouvoir sans partage. Face à une gauche unie dès le premier tour, les gaullistes frôlent le désastre, ne conservant la majorité que d'une courte tête. Dans la nouvelle assemblée, les motions de censure qui se succèdent n'échouent que de quelques dizaines de voix. Dès lors, de Gaulle gouverne par ordonnances, suscitant des critiques, même au sein de son camp. Remercié après la présidentielle, l'ex-ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing ne retient plus ses coups. En août 1967, il dénonce ouvertement «l'exercice solitaire du pouvoir». Jamais, depuis son retour au pouvoir en 1958, de Gaulle n'a connu pareille fragilité. Sur de multiples fronts, les craquements se font entendre. Les opposants de tout poil se persuadent que le gaullisme ne tient plus qu'à un fil et que les heures du vieux monarque républicain sont comptées. Aucun, pourtant, n' imagine la révolution qui vient. ■

JEAN-JACQUES ALLEVI



Le 6 mai 1968, alors que la tension est à son comble dans le Quartier latin, une étudiante provoque les forces de l'ordre, un pavé à la main. Ce jour là, plus de 1500 policiers tentent de contenir la colère des jeunes manifestants.



FRANCE

CHRONIQUE D'UN PRINTEMPS EXPLOSIF

Des émeutes étudiantes aux premières grèves ouvrières, de l'occupation de la Sorbonne jusqu'au clap de fin des manifestations gaulistes, retour sur ces 55 jours qui ont embrasé la France.

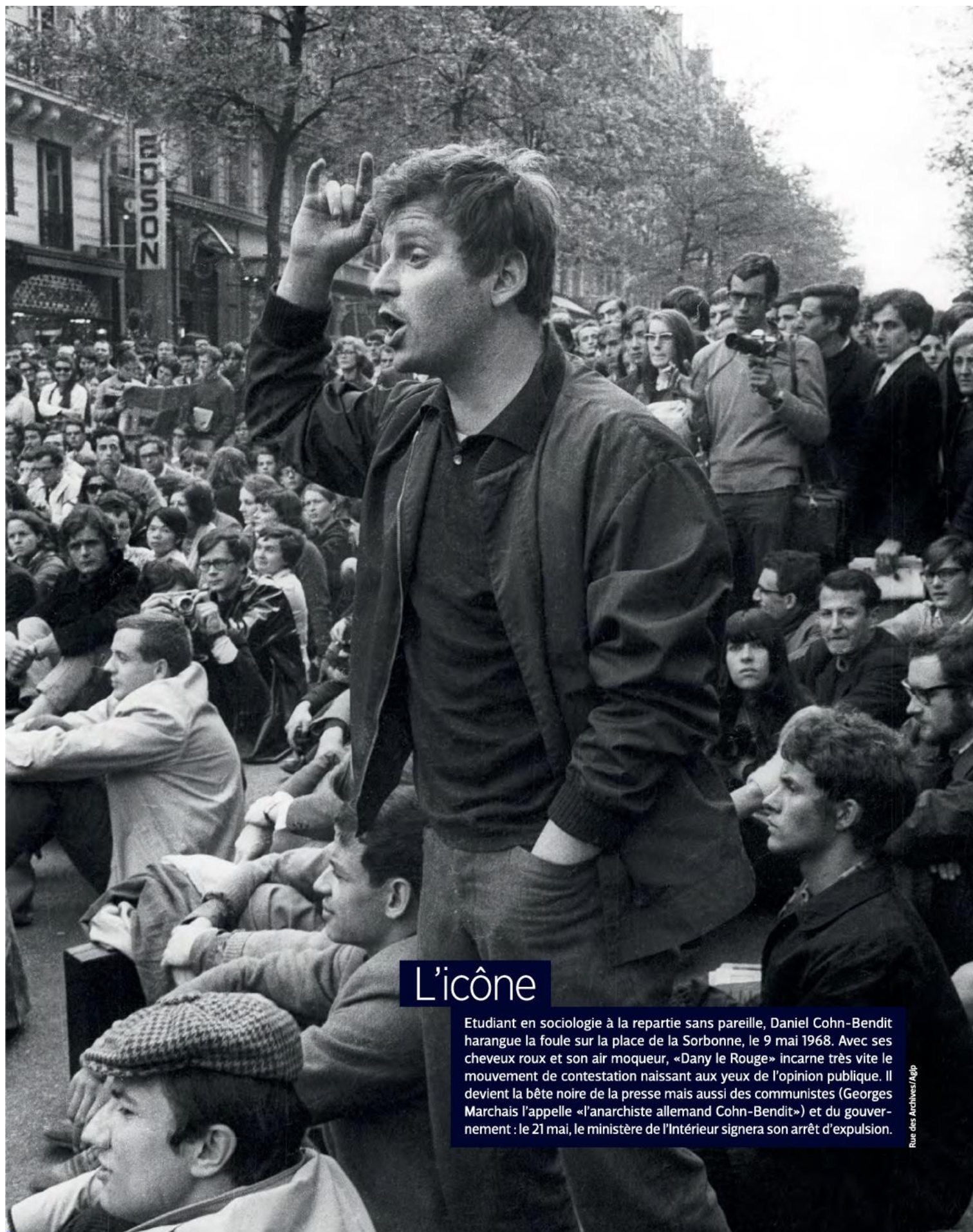
PAR FRÉDÉRIC GRANIER (TEXTE)



Keystone-France/Gamma-Rapho

Les prémices

Panique au ciné-club ? Le limogeage d'Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque française, provoque une levée de boucliers dans le milieu du 7^e art : Claude Chabrol (à gauche), Jean-Luc Godard (à droite), mais aussi François Truffaut ou Alain Resnais manifestent le 12 février contre la décision d'André Malraux, ministre de la Culture. A l'Assemblée nationale, François Mitterrand qualifie lui aussi la décision de «choquante», tandis qu'on peut apercevoir dans les rassemblements de soutien un certain... Daniel Cohn-Bendit.



L'icône

Etudiant en sociologie à la repartie sans pareille, Daniel Cohn-Bendit harangue la foule sur la place de la Sorbonne, le 9 mai 1968. Avec ses cheveux roux et son air moqueur, «Dany le Rouge» incarne très vite le mouvement de contestation naissant aux yeux de l'opinion publique. Il devient la bête noire de la presse mais aussi des communistes (Georges Marchais l'appelle «l'anarchiste allemand Cohn-Bendit») et du gouvernement : le 21 mai, le ministère de l'Intérieur signera son arrêt d'expulsion.



La Sorbonne

Si la crise a débuté fin mars à la faculté de Nanterre, c'est la prestigieuse université de la Sorbonne qui deviendra l'épicentre de la contestation. Le 2 mai, le cours d'histoire de René Rémond est interrompu : les étudiants réclament de disposer de l'amphithéâtre pour y débattre. Après une évacuation musclée, la faculté est finalement réouverte et se transforme en université populaire où l'on refait le monde durant des jours... et des nuits.

FRANCE

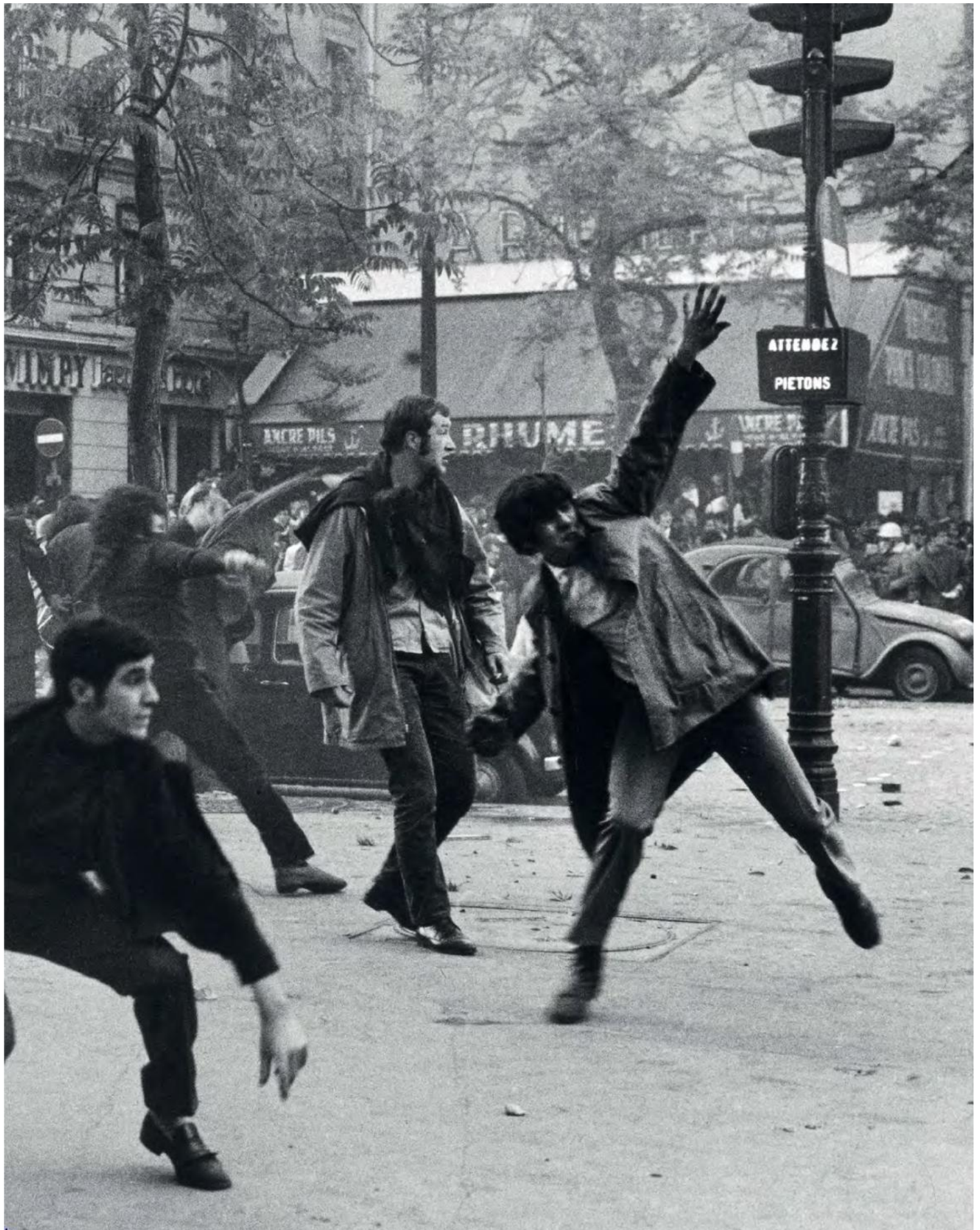


Bruno Barbey/Magnum Photos

Les affrontements

Après l'évacuation de la Sorbonne le vendredi 3 mai et l'arrestation de 574 personnes, dont des leaders emblématiques du mouvement (Jacques Sauvageot, Daniel Cohn-Bendit, Henri Weber...), plus de 2 000 jeunes envahissent le Quartier Latin et affrontent la police. Un slogan est lancé, «Libérez nos camarades !», qui deviendra le leitmotiv des étudiants durant toute la crise. Trois jours plus tard, des comités d'action lycéens seront créés pour grossir les rangs.





FRANCE



Les barricades

La contestation des étudiants est à son comble. Du 10 au 11 mai, manifestants et forces de l'ordre s'affrontent lors de la «nuit des barricades» : vitrines brisées, voitures incendiées, trottoirs délavés... A l'aube, la police parvient enfin à quadriller le Quartier latin et procède à plus de 400 arrestations. On compte des centaines de blessés. La violence de la répression conduira une partie de l'opinion à se ranger du côté des étudiants : pour la première fois, les syndicats manifesteront à leurs côtés le 13 mai pour protester contre les brutalités policières.



FRANCE





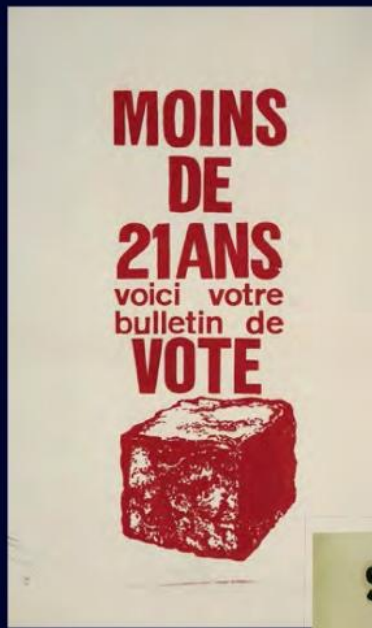
La grève générale

C'est bientôt toute la société qui est touchée par la contestation, et en premier lieu le monde ouvrier. Dans les usines, ils sont 3,5 millions à cesser le travail à partir du 13 mai, comme ici, à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, place forte de la toute-puissante CGT (2,3 millions d'adhérents en 1968, selon l'Institut supérieur du travail). Jusqu'au 4 juin, le pays est paralysé par le mouvement de grève le plus long et le plus important de son histoire, au cours duquel les instances syndicales sont souvent dépassées par les mobilisations spontanées de la «base».

Les slogans

Le 14 mai 1968, l'Ecole supérieure des beaux-arts de Paris est occupée et prend le nom d'Atelier populaire. Même situation à partir du 29 mai à l'Ecole des Arts décoratifs. Il sortira de leurs imprimeries des centaines de milliers d'affiches sérigraphiées où le discours politique jouera avec la provocation, l'humour et l'insolence. L'anonymat des auteurs est de rigueur pour «éliminer les pratiques de la création individualiste bourgeoise». Force des slogans, puissance des symboles : ces affiches influenceront des générations de dessinateurs de presse... et de publicitaires.





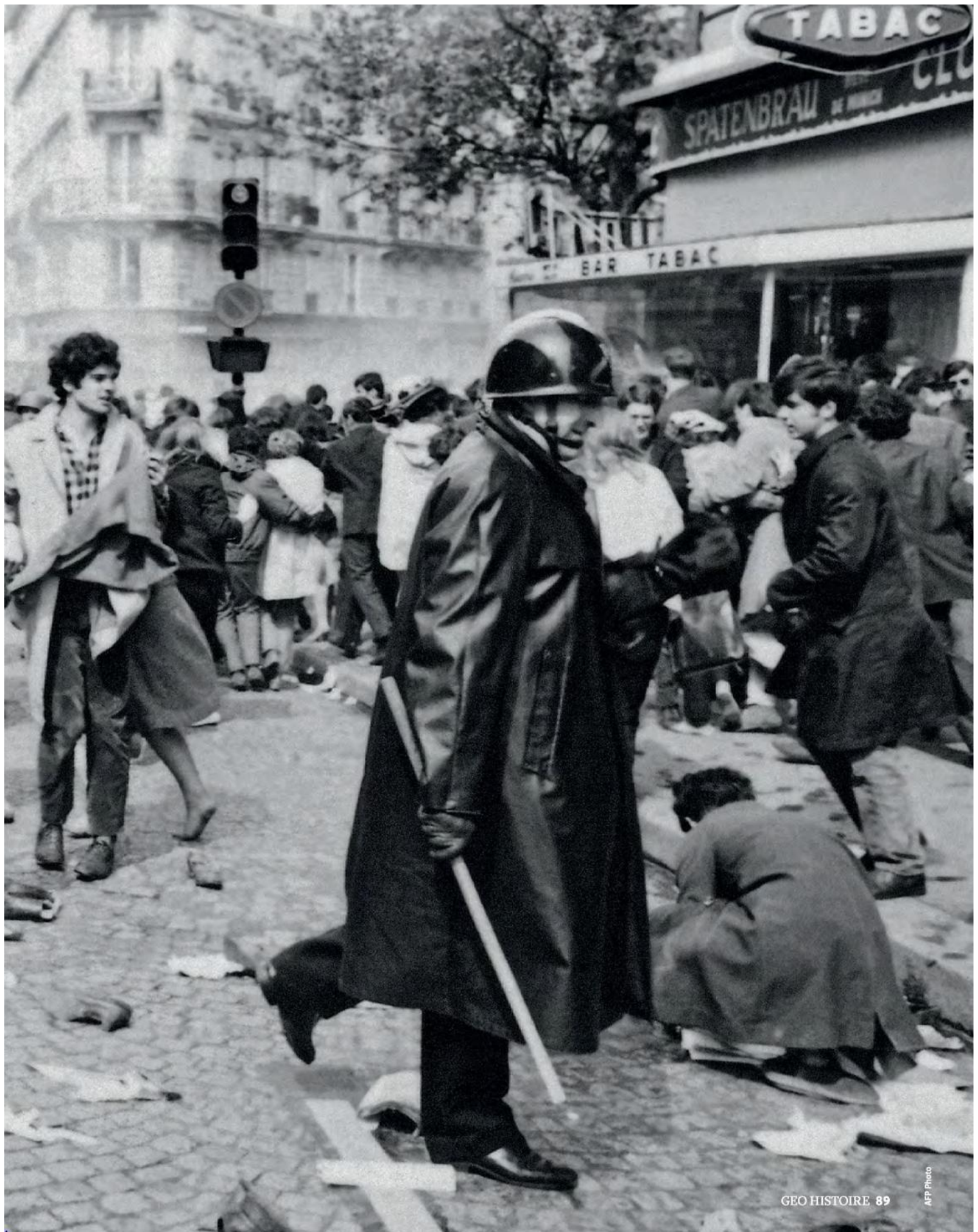
Photos d'affiches ci-contre : ANG-images (4) et Sipa (tout en haut)

FRANCE



La répression

Scène de chaos rue Saint-Jacques (Quartier latin), le 6 mai 1968, après qu'un rassemblement organisé par l'Unef (Union nationale des étudiants de France) ait dégénéré. On retrouvera les mêmes scènes lors de la seconde « nuit des barricades », du 24 au 25 mai. Les divergences s'afficheront alors au sein du pouvoir entre les partisans d'une répression dure (plutôt préconisée par de Gaulle) et ceux qui, comme le Premier ministre Georges Pompidou, préféreront jouer la modération et tabler sur l'essoufflement du mouvement.





Le vide du pouvoir

Le 27 mai, après le rejet par la base des accords de Grenelle, négociés par le gouvernement et les syndicats, la crise prend une tournure politique. De Gaulle, caricaturé ici sur un panneau à Paris, semble ne plus maîtriser une situation explosive. La photo, prise le mardi 28 mai, est prémonitrice : le lendemain, le président de la République annulera le Conseil des ministres, et s'envolera secrètement pour Baden-Baden (Allemagne), afin de prendre conseil auprès du général Massu.



La reprise en main

Les attermoissements du président n'auront duré qu'une journée. Dès le jeudi 30 mai, de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. L'après-midi, une manifestation de soutien au gouvernement envahit les Champs-Élysées. Ils sont 300 000 à scander «Vidangez la Sorbonne !» Peu à peu, le travail reprend. A la rentrée, tout semble rentrer dans l'ordre. Le printemps français n'aura pas accouché d'une révolution, mais l'esprit d'une génération en sera à jamais bouleversé.

FRANCE

55

JOURS DE FIÈVRE

DES PREMIÈRES MANIFESTATIONS, LE 1^{ER} MAI, JUSQU'À L'ÉVACUATION DÉFINITIVE DES DEUX PLACES FORTES ÉTUDIANTES, LA SORBONNE ET LE THÉÂTRE DE L'ODÉON.

On compte près de **695 000** étudiants en France en 1968, soit trois fois plus qu'en 1958, sans aucun budget supplémentaire.

2000

militants d'extrême droite, appartenant au groupe Occident, font irruption dans la cour de la Sorbonne, le 3 mai, pour déloger les étudiants en grève.

MAI 1968 EN CHIFFRES

584 000

chômeurs cette année-là, soit moins de 2 % de la population active.

574

personnes arrêtées le 3 mai après l'évacuation musclée de la Sorbonne. On compte parmi elles Jacques Sauvageot, dirigeant de l'Unef, Daniel Cohn-Bendit, Brice Lalonde et Alain Krivine.

21 ans

C'est l'âge de la majorité en 1968. La plupart des étudiants qui manifestent n'ont donc pas le droit de voter.

481

BLESSÉS À PARIS LORS DES ÉMEUTES DU 3 MAI : 279 ÉTUDIANTS ET 202 POLICIERS.

6 255

POLICIERS se lancent à l'assaut des barricades étudiantes dans la nuit du 10 au 11 mai.

Le 13 mai, la CGT et la CFDT appellent à la grève générale et organisent une manifestation de soutien aux étudiants contre la répression policière dont ils font l'objet. On dénombre pas moins de **200 000** manifestants (1 million selon la CFDT). Deux jours plus tard, les grèves se multiplient.

35% C'est l'augmentation du salaire minimum (concernant 2 millions de travailleurs) après les accords de Grenelle.

30 000

PERSONNES ASSISTENT AU RASSEMBLEMENT DU STADE CHARLÉTY LE 27 MAI, EN PRÉSENCE DE PIERRE MENDÈS FRANCE ET DE REPRÉSENTANTS DE L'UNEF, DE LA CFDT ET DU PSU.

7h15

La durée de la «disparition» du président de Gaulle qui quitte l'Élysée le 29 mai à 11 h 15 et part en secret à Baden-Baden, en Allemagne, rendre visite au général Massu qui l'incite à rester au pouvoir. De Gaulle réapparaît à 18 h 30 à Colombey.

1870

CRS équipés de boucliers s'apprêtent à faire évacuer, le 20 mai, le théâtre de l'Odéon. L'opération sera annulée au dernier moment par crainte de bavures.

LE BILAN DE LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS S'ÉLÈVE À **1 912 BLESSÉS**, DONT 99 HOSPITALISÉS.

10 millions

Le nombre de salariés qui ne travaillent pas (en grève ou empêchés d'exercer leur activité) le 22 mai, au plus fort de la grève générale. Le record précédent (6 millions en 1936) est largement battu.

670 000 FRANCS

LES DÉGÂTS ÉVALUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE PARIS (ÉQUIVALENT À PRÈS DE 3 MILLIONS D'EUROS EN 2018).

Le taux de réussite au bac atteint **81,3%** en 1968, contre 62 % les années précédentes, l'épreuve étant réduite à de simples oraux. On parle alors de «cadeau» pour les lycéens cette année-là.

10%

C'est l'augmentation des salaires obtenue suite aux accords de Grenelle négociés à partir du 25 mai entre le gouvernement Pompidou et les syndicats.

4

MORTS Les événements ont causé le décès de René Lacroix, commissaire de police à Lyon, mais aussi de Philippe Mathérion, étudiant de 26 ans, de Gilles Tautin, 17 ans, noyé dans la Seine en tentant d'échapper à la police, et de Pierre Beylot, ouvrier à l'usine Peugeot de Sochaux.

270

GAULLISTES (UDR) SUR 456 DÉPUTÉS APRÈS LE 2^e TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 30 JUIN. UN RAZ-DE-MARÉE INÉDIT SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE.